

UN CHANTIER PRIORITAIRE



L'antitsiganisme, aux racines du racisme anti-Roms

Les préjugés contre les populations dites « tsiganes », dans le langage commun, sont issus d'une construction qui remonte à plusieurs siècles, quand les populations nomades, persécutées, considérées comme suspectes, avaient déjà mauvaise presse. Ils manifestent un véritable racisme, selon des intellectuels, qui poussent à le nommer antitsiganisme pour en révéler la véritable portée.

Mars 2019, une rumeur se propage à la vitesse des fausses nouvelles sur les réseaux sociaux : en Seine-Saint-Denis, des Roms — ou des Roumains ? —, circuleraient dans des camionnettes blanches à la recherche d'enfants à enlever. Pour les prostituer ou bien vendre leurs organes, etc. Une pure allégation, qui provoque néanmoins une telle ébullition que se forment des milices populaires. Des conducteurs de camionnettes blanches sont passés à tabac, des cabanes incendiées dans des bidonvilles, des voitures détruites, des menaces de mort proférées. On comptabilisera quelque quarante agressions particulièrement graves. Aucun mort n'est à déplorer, c'est presque miraculeux. « *Parmi les victimes de ces lynchages, on relève... des latinos ! Leur physique, dans les yeux des agresseurs, les rapprochaient de l'image qu'ils se faisaient de personnes Roms* », souligne **Saimir Mile**, le juriste de l'association **La Voix des Roms**.

Étiquetage ethnique, présumé d'un caractère délinquant atavique (« les Roms sont des voleurs d'enfants »), essentialisation d'une communauté... Un racisme « anti-Roms » ?

Racisme, c'est certain. Mais depuis quelques années s'est imposée, au sein d'un milieu universitaire principalement, une réflexion neuve qui vise à le caractériser plus puissamment sous le terme « d'antitsiganisme ». Pas une mince affaire, relate le juriste, qui a contribué à son adoption. « *Car cette désignation est forgée sur le terme "tsigane", qui est souvent une insulte.* » Durant les cinq siècles d'esclavage dans les principautés roumanophones, et jusqu'à la fin du 19^e siècle, « tsigane » désignait l'esclave.

Justement, défend-il, il faut aborder la mécanique mentale dans l'autre sens : c'est le racisme « antitsigane » qui a fabriqué le Tsigane, « *qui ne désigne pas un peuple, une nation ou une culture, mais une catégorie mentale construite, l'image stéréotypée et fantasmée d'une certaine vision du monde.* »

Dans son acception courante, le Tsigane englobe plusieurs populations perçues comme identiques ou apparentées, « *bien que n'ayant parfois aucune proximité culturelle, linguistique ou géographique dans*

leurs origines. » En 2016, un groupe d'universitaires, de juristes et de militants européens s'est attelé à fournir des éléments de compréhension de ce que recouvre l'antitsiganisme. « ***C'est le racisme spécifique qui vise les Roms, les Sinté, les Gitans, les Voyageurs et autres personnes qui sont stigmatisées en tant que « tsiganes » ou « gens du voyage » dans l'imaginaire public (...).*** »^[1]

Utiliser ce terme, défendent ces intellectuels, ancre la compréhension de ce racisme dans sa profondeur historique et la largeur de son spectre, dimensions auxquelles échapperaient des désignations réduites telles que « romophobie » ou racisme anti-Roms.

« *La plupart des stéréotypes qui visent ces communautés remontent au 19e siècle voire avant*, indique **Tommaso Vitale, sociologue à Sciences Po Paris**. *La fascination pour le nomadisme et la peur qui y est attachée, fabriquant l'image du voleur et du violent, ont alimenté un répertoire conventionnel de perceptions connues de toutes et de tous, et à peu près stable d'un pays à l'autre.* »

Saimir Mile rappelle que les premiers documents d'identité français ont été créés, en 1912, pour recenser les personnes étrangères ou nomades, « *et elles exclusivement, à grand renfort d'informations anthropométriques. Les "filles et fils du vent", au-delà de l'imagerie romantique, étaient avant tout des personnes "sans feu ni lieu" suspectes pour l'administration — potentiellement dangereuses pour la sûreté et acolytes des brigand-es de grand chemin. La construction de l'antitsiganisme a joué un rôle indéniable, en miroir, dans la construction de l'image du citoyen français, d'où émergera une définition de la citoyenneté sur des caractéristiques "non-nomades", telle que la possession d'une adresse physique.* »

La perception de ce puissant concept d'antitsiganisme reste encore limitée à des cercles de réflexion. « *Car ce racisme est banalisé et passe-partout, donc fortement popularisé*, relève Saimir Mile. *Ce n'est pas une idéologie, on l'absorbe sans en avoir conscience. Il n'est que de consulter les arrêtés d'expulsions de Roms signés par des maires, sans distinction de partis.* »

Certes, l'exacerbation des préjugés est très sensible aux discours politiques, qui montent en épingle des incidents dont les médias s'emparent. « *Et j'ai longtemps pensé que les mèches étaient allumées par la démagogie politicienne*, reconnaît Tommaso Vitale. *Cependant, au printemps 2019, les lynchages ont été fomentés par des rumeurs propagées par les réseaux sociaux, en dehors de toute campagne politique ou médiatique. L'antitsiganisme est bien une*

forme de racisme latente et assez secondaire dans l'esprit des gens, une braise couvant sous la cendre, avec des accalmies et des résurgences inattendues. Il n'est donc pas la cible de critiques dures. Au contraire de l'antisémitisme. Qui, parfaitement identifié, a généré des réponses très réfléchies, politisées, construites sur des faits historiques, intégrées dans la pensée républicaine qui identifie ce racisme comme une violence et un facteur d'exclusion. »

Ce défaut de conceptualisation, dans l'espace public, confère une forme de « gratuité » aux allégations antitsiganes, qui favorise leur persistance en les dénuant du stigmate de la honte, relève le sociologue. « *Quand une personne affirme que les Roms sont des voleurs d'enfants, on n'y adhère peut-être pas, mais on n'a pas forcément le réflexe de qualifier ce préjugé de racisme.* »

Par ailleurs, les groupes Roms, Manouches, Sinté, etc., ne manifestent pas leur appartenance communautaire, poursuit-il. « *Ils privilégient souvent l'invisibilité, pour avoir la paix, ce qui explique aussi l'absence de groupe relais fort pour dénoncer les manifestations racistes. On n'y voit pas l'équivalent du Black Lives Matter des Afro-américain-es, par exemple.* »

Pour combattre l'antitsiganisme, il faut donc avant tout le reconnaître et l'accepter en tant que problème, pose Saimir Mile. « *Et décloisonner les approches, car il se manifeste aussi bien chez les personnes non-Roms que Roms, qui doivent pouvoir confronter ce qu'elles en expérimentent ! Moi-même, qui exerce ma profession sur ce sujet, je versais dans l'antitsiganisme à m'émerveiller de la notoriété d'un Django Reinhardt, d'un Yul Brynner ou d'un Nuscelino Kubitschek, comme s'il était exceptionnel*

^[1] voir « Antigypsyism, a reference paper » sur le site du European Roma grassroots organisations network (Ergo, Réseau européen d'organisations roms, ergonetwork.org), traduit en plusieurs langues, dont le français

« Passer de la prise de conscience aux actes, dans l'UE »

La reconnaissance de l'antitsiganisme par les institutions européennes se généralise, se félicite Isabela Mihalache, chargée de plaider au sein du réseau European Roma grassroots organisations network (Ergo, Réseau européen des organisations roms). Cependant, les stratégies nationales de lutte ne sont pas à la hauteur.

qu'un Rom puisse devenir une star mondiale dans les arts ou président d'un grand pays comme le Brésil. J'avais intériorisé l'infériorité attribuée à mon peuple... »

Dans cette lutte, les intellectuel·les et les militant·es interpellent en particulier l'État, « *dont la responsabilité particulière devrait l'obliger à être en pointe face à l'antitsiganisme*, analyse Saimir Mile. *Car la France accueille la plus grande diversité des populations romani — Roms, Gitans et Manouches —, qui vivent ici depuis cinq générations ou plus. De plus, son histoire y a contribué à la construction de l'antitsiganisme. Enfin, notre expertise sur le sujet est l'une des plus avancées sur le continent.* » **Les associations n'ont pas manqué de relever l'absence de parole ministérielle pour condamner, en mars 2019 les allégations et les violences visant les personnes roms ou désignées comme telles.**

Parmi les chantiers clefs, Tommaso Vitale cite le retard pris par l'État mais aussi les intellectuels à assumer la réalité du **génocide des Roms pendant la Seconde Guerre mondiale**. « *Et même quand il n'y a pas eu d'exécution sommaire, la spoliation des biens de cette communauté a été massive. Sans la moindre politique de réparation, omission d'autant plus commodément acceptée que de nombreuses familles ont préféré se taire, insécurisées. Il est vraiment nécessaire de développer une mémoire historique sans zones d'ombre pour équiper efficacement les intellects.* »

Il a fallu attendre 2016 et François Hollande pour une première reconnaissance de la responsabilité de l'État dans l'internement de milliers de « nomades » pendant la Seconde guerre mondiale. ■

La perception de l'antitsiganisme vous paraît-elle avoir progressé à l'échelle de l'Union européenne, ces dernières années ? Isabela Mihalache : Nous vivons un moment très positif, de ce point de vue, une importante poussée de la prise de conscience. En octobre 2020, la Commission européenne a lancé son nouveau plan décennal de soutien aux Roms^[1] dans l'UE (voir p20) : il marque une réelle volonté de garantir les droits humains, au-delà d'ambitionner des avancées sociales. C'est un résultat direct du travail →

de plaidoyer des associations de Roms ou de Gens du voyage, notamment françaises. La Commission y adopte le terme d'antitsiganisme, et avec la définition proposée en 2016 par la société civile. Le Conseil de l'UE s'y réfère également. Dans une recommandation de mars 2021 sur l'égalité, l'inclusion et la participation des Roms, il demande aux États membres d'adopter des stratégies nationales en faveur des Roms dans le cadre de leurs politiques d'inclusion sociale. C'est un grand pas en avant.

Et plusieurs lignes budgétaires de l'UE, dont le programme Citoyens, égalité, droits et valeurs (CERV) se réfèrent nommément à l'antitsiganisme. Citons encore une directive en préparation sur les normes applicables aux organismes de promotion de l'égalité. Nous faisons pression pour que l'antitsiganisme y soit clairement identifié, et au titre d'une infraction sanctionnable.

Le mouvement dépasse la simple reconnaissance de cette forme de racisme, il s'ancre désormais dans des actions très concrètes.

Quelle est votre stratégie, dans cette lutte ?

D'abord sensibiliser les personnels administratifs et politiques de l'Union européenne. Puis pousser les stratégies nationales en faveur des Roms pour qu'elles intègrent explicitement la lutte contre l'antitsiganisme, jusqu'à influencer les législations et susciter des actes concrets. Notre réseau Ergo, après avoir priorisé l'inclusion sociale des Roms, veut mettre fortement l'accent, pour la prochaine décennie, sur la lutte contre l'antitsiganisme. Nous allons en particulier suivre avec attention le déploiement des stratégies nationales sur ce sujet.



⁽¹⁾ les textes de l'UE, par commodité affichée, utilisent le terme « Rom » pour englober un large spectre de communautés : Roms, Sinté, Kalé, Romanichels, Bayaches-Rudari, mais aussi Égyptiens des Balkans, Yéniches, Dom, Lom, Rom et Abdal, ainsi que les Gens du voyage et les peuples qui s'auto-identifient comme Tsiganes.

Quelles difficultés rencontrez-vous ?

L'attentisme. C'est un mal très partagé au sein des États membres. Certes, les gouvernements se saisissent de la question de l'antitsiganisme, mais ils en restent souvent à la terminologie, à des discours paternalistes ou à la promotion d'événements culturels. C'est bien plus laborieux dès qu'il s'agit de mettre en branle des modifications juridiques, des programmes spécifiques, des observatoires, des réformes structurelles, etc.

Certains pays se montrent-ils plus volontaristes que d'autres ?

Non, pas vraiment. Certains ont accompli des pas notables, mais rien de spectaculaire. En Allemagne, les parlementaires ont obtenu un rapport poussé sur l'état de l'antitsiganisme et des discriminations dont sont victimes les Roms, mais les conclusions sont trop faibles. L'Espagne progresse dans la reconnaissance du génocide rom lors de la Seconde guerre mondiale. Quant à la France, elle est à la traîne. Son approche historique universaliste des questions de droits humains la rend réticente à adopter des politiques ciblées sur des communautés ou des minorités, qu'elle vise plutôt à intégrer dans la République que d'y consacrer une approche spécifique. ■

Les Roms, première minorité du continent

On l'ignore largement : les Roms constituent la plus importante minorité ethnique d'Europe. Sur 10 à 12 millions de personnes, 6 millions vivent dans l'UE, dont 41 % ont été victime de discrimination de 2015 à 2020. Dans son plan 2020-2030 de soutien aux Roms, l'UE vise une division par deux de ce nombre, et une réduction d'un tiers au moins de la fraction de la population générale gênée à l'idée d'avoir des Roms dans son voisinage.

La lutte pionnière contre le racisme anti-Rom en ligne

Les actrices et acteurs du programme européen Pecaó, dédié à contrer l'antitsiganisme numérique, ont présenté en février 2022 le résultat d'une année de sensibilisation auprès de jeunes, et d'analyse du contenu des plateformes sur internet.

Dans le cadre de la lutte contre le racisme, l'Union européenne a financé dans dix pays, d'août 2020 à septembre 2021, un **projet de lutte contre l'antitsiganisme en ligne par la formation de personnes directement concernées** (Peer education to counter antigypsyist hate speech online, **Pecaó**). Il a été ouvert en France à cinq jeunes de 18 à 30 ans. **Ana Maria Stuparu, Denisa Zaharia, Dylan Schutt, Ionut Cobzaru⁽¹⁾ et Ricardo Robles** ont reçu une formation d'une semaine à la fonction de « jeunes éducatrices et éducateurs pair-es » (Jep) pour deux missions : animer des ateliers sur la haine en ligne auprès d'un public jeune, et conduire une analyse doublée de signalements des contenus racistes sur les réseaux sociaux, blogs, médias en ligne, etc.

La propagation fulgurante, sur les plateformes numériques, de la rumeur de mars 2019 qui accusait des Roms de « vol d'enfants », en Seine-Saint-Denis, est un point de référence. « *Nous avons fait constater les messages postés par huissier, et déposé plainte : sans suite...* », déplore le juriste Saimir Mile, fondateur de l'association La voix des Roms, qui a chapeauté le volet français de Pecaó. « *Aucune répercussion ! Ça nous a vraiment motivés* », témoigne Denisa Zaharia.

Lors des ateliers, elle a été frappée par le niveau d'intériorisation du racisme anti-Rom par les victimes. « *Souvent, elles ne l'identifient pas. On leur dit "t'es sale" ou "t'es juste bon au ferrailage", c'est comme si elles entendaient "bonjour"...* » La dévalorisation a des effets psychologiques ravageurs. « *Les jeunes confessent leur découragement, convaincus que ça ne sert à rien de terminer ses études, etc.* »

William Acker, mentor du projet, relate l'exercice de la « pyramide de la haine ». Question aux jeunes : graduez la violence des messages auxquels vous avez été exposés. « *La plupart avaient coché l'ensemble des cases. Une ado avait même mentionné, au sommet d'intensité de cette pyramide, un appel au génocide... Quand on sait que les Roms ont en mémoire celui qu'ils ont subi pendant la Seconde guerre mondiale, on mesure l'impact sur les esprits. "Peut-être qu'un jour ça pourrait revenir..."*, a-t-elle commenté. »

Propos grossiers, offensants, déshumanisants, haineux, informations fausses, statistiques bidons, injures, attaques personnalisées, insultes racistes, menaces violentes, appel au meurtre, etc., l'équipe Pecaó a analysé 270 contenus durant une année, accumulant des milliers de messages et commentaires haineux. Constat sans appel : « *aucune plateforme n'échappe à l'antitsiganisme* »⁽²⁾.

L'exposition à cette violence numérique s'est avérée éprouvante pour les cinq Jep. « *Il a fallu apprendre le détachement*, témoigne Ana Maria Stuparu, *et comprendre que ce n'était pas moi en personne qui était visée, que ces gens-là se parlaient à eux-mêmes in fine.* »

Le mentor les a incités à ne pas rentrer dans le jeu des réponses, pour s'épargner, mais aussi par impossibilité technique de convaincre, souvent. « *Que rétorquer à des assertions telles que "tous les Roms sont sales", ou "voleurs" ? D'autant que les statistiques ethniques sont interdites en France...* »

L'équipe Pecaó s'est aussi heurtée aux limites de la traque numérique. La plateforme **Pharos** dédiée au signalement des contenus en ligne illicites est en difficulté pour déclencher des poursuites, « *même dans le cas de propos très durs*, déplore William Acker, *car les algorithmes de détection sont pris en défaut par le flou de dénominations qui ne sont pas univoquement insultantes. A contrario, les mêmes outils d'intelligence artificielle peuvent nous barrer quand nous utilisons le terme "raciste" dans nos analyses !* » À ce stade, le traitement automatique de l'antitsiganisme en ligne est en échec, convient Saimir Mile.

L'équipe a pu aussi mesurer le rôle des médias. « *Concernant les Roms, les approches positives sont exceptionnelles, ce qui contribue fortement à l'antitsiganisme* », constate Dylan Schutt. Sondage ponctuel, en juillet 2020 : « *96 % des articles mentionnant les "gens du voyage" sur Google traitaient de faits divers ou de situations dépréciatives* », rapporte William Acker.

Enfin, les manipulations politiques ont été clairement détectées. L'essor médiatique du personnage d'Éric Zemmour, l'agitation des thèmes du « Grand remplacement » ou de l'assistantat d'État se sont lus dans la recrudescence des contenus antitsiganes, qui ont connu un pic au cours de l'été 2021. ■



Ana Maria Stuparu, 20 ans

Je suis arrivée de Roumanie en France à l'âge de 15 ans, j'y ai connu les bidonvilles pour la première fois. Pour en sortir, la scolarisation est fondamentale, que l'on m'a refusée par discrimination, ce qui m'a conduit à co-fonder l'association École pour tous.

Denisa Zaharia, 21 ans

Mon père est Rom, mes parents ont fui la Roumanie pour échapper à la discrimination, y compris dans leur propre famille. Arrivée en France, j'ai déchanté. On m'a traitée de « sale gitane » à l'école. Comment se fait-il qu'un enfant puisse entendre des choses pareilles pendant toute sa scolarité ?

Dylan Schutt, 33 ans

Manouche, j'ai grandi en caravane dans un petit village. La discrimination que j'ai vécue à l'école m'a poussé à la quitter précocement. Mon engagement dans ce projet m'a redonné confiance, et j'ai repris des études il y a quelques temps.

Ricardo Robles, 28 ans

Gitane espagnol-chilien, j'ai tenté de m'assimiler en rentrant dans le moule sans faire de bruit. Mais le flot des clichés que l'on me vomit en toute occasion me sont devenues intolérables. L'engagement dans le projet Pecaó, c'était aussi pour moi un moyen de gérer cette conflictualité.

William Acker, 30 ans

D'une famille manouche, j'ai connu la discrimination à l'école, l'expulsion suite à une pétition de parents contre notre présence. J'ai pris conscience de la haine en ligne en 2018, le jour où le chef de la police municipale de Villevaudé (77), passé à tabac, en accuse des membres de ma famille. Les réseaux sociaux et la presse locale se déchainent, jusqu'à des appels au meurtre. Deux jours plus tard, il reconnaît avoir menti, il s'agissait d'une rixe avec un proche lors d'une soirée privée arrosée. Il n'a pas proféré la moindre excuse. L'affaire nous a fortement marqué.

⁽¹⁾ absent lors de la séance de restitution du projet, le 8 février 2022 à Paris.

⁽²⁾ Facebook, Instagram, TikTok, Twitter et YouTube

La peur intériorisée

Les agressions de mars 2019 contre des personnes Roms, ou supposées l'être, accusées de « voler des enfants », ont laissé des traces dans les familles. Des femmes en particulier en conservent une crainte tenace de la rue.



C'était en mars 2019, dans la matinée. Un groupe de policiers fait irruption sur une petite parcelle de la friche des Murs à pêche à Montreuil (Seine-Saint-Denis) où est installé le petit cirque Aliboro. À l'arrière du chapiteau, une demi-douzaine de caravanes délimitent un rectangle proprement pavé de dalles de faux gazon qui le prémunissent de la boue, parsemées de fleurs et de plantes.

Venue de Roumanie au fil du temps, une bonne partie de la famille d'Anca vit ici depuis des années. Les agents leur montrent la photo de deux enfants, âgés de 5 et 6 ans. Les ont-ils vus ? Non. Puis questionnent les familles sur les enfants qui circulent entre les caravanes. Ce sont les vôtres ? Ben oui... Émoi et perplexité, sur le petit bidonville. On appelle immédiatement Liliana Hristache. Fondatrice de l'association Rom réussite, qui accompagne les personnes en grande précarité sur les bidonvilles et squats, elle est la personne qui décrypte les arcanes du monde gadjé ⁽³⁾, pour de nombreuses familles Roms de Montreuil. Liliana n'a pas la réponse, sur le moment.

« Mais quelques jours plus tard, il y a eu la rumeur alléguant que des enfants auraient enlevé en Seine-Saint-Denis : on a fait le rapprochement avec la visite des policiers... ».

Panique sur le terrain Aliboro à Montreuil... « Les familles redoutaient que ça arrive à leurs enfants ! Il leur a fallu quelque temps encore pour comprendre que c'étaient des Roms que l'on accusait de ce méfait supposé ! » La peur change d'objet. « Il y a eu beaucoup de départs, à ce moment-là... »

À cette époque, Rom réussite accompagne un gros squat de 700 personnes sur un terrain en bordure du périphérique parisien, à Ivry (Val-de-Marne). « Des femmes, qui glanaient des fruits à la fin du marché, ont été agressées physiquement, elles ont reçu des cailloux. Alors les gens se sont terrés, ils ne sortaient même plus pour chercher à manger. Nous n'avons pas réussi à les tranquilliser : le 27 mars, trois jours après le début de la rumeur, tout le monde était parti ! »

À Montreuil, d'autres histoires remontent aux oreilles de Liliana. Dans une rue, six gars interpellent une femme en balade avec deux enfants dans une poussette. Panique. Elle part en courant. Puis reviens, pour les enfants. Les gars la

⁽³⁾ terme utilisé par les Roms pour désigner les non-Roms

Barvalo, l'exposition riche

Le très beau Mucem, musée d'arts et traditions populaires de Marseille, prépare une première pour avril 2023 : l'exposition « Barvalo » — en romani : riche, au sens spirituel du terme. L'idée est née en 2018 d'une suggestion faite par un collègue étasunien à Julia Ferloni, co-commissaire de l'exposition. Co-, car l'enrichissement a commencé par l'étoffement progressif de l'équipe de conception. Au classique conseil scientifique ont peu à peu été adjointes des personnes « concernées », militantes, universitaires, personnes roms et voyageuses. « C'est une démarche éthique de plus en plus demandée », souligne Julia Ferloni.

Pour l'occasion, la confrontation en amont entre les membres de l'équipe a permis de désamorcer des conflits potentiels sur un terrain sensible. « Nous aurions certainement reproduit de nombreux signaux inconscients de discrimination... » Au projet initial, centré sur les métiers et savoir-faire romani, s'est imposé la nécessité de traiter frontalement l'antitsiganisme, auquel est consacré une section, au côté d'une partie historique plus classique. La démarche Barvalo affirmera aussi sa signature par la présentation d'un cabinet de « gadjologie ». Par une inversion du regard, il s'agira de montrer comment les Roms voient les « gadjés » (non-Roms).

Enfin, le Mucem n'est d'ores et déjà pas indemne de cette confrontation : le filtre de l'antitsiganisme a criblé

frappent. « Elle n'a pas osé porter plainte au commissariat. C'est courant, chez nous, on intériorise, on se dit que ce n'est pas grave... »

Anca aussi s'est enfuie, caddie abandonné. Des jeunes l'attendaient à la sortie du Lidl. « Voleurs d'enfants, rentrez chez vous ! J'avais peur. Pendant la journée, on restait cloîtré, sans bouger. On attendait que les maris reviennent du travail pour sortir acheter de la nourriture tard la nuit, dans les petites épiceries. Les enfants ne sont pas retournés à l'école pendant plusieurs jours. Dans la cour de récréation, les autres parlaient de l'affaire en jetant des regards aux petits Roms. » Liliana regrette le manque de mobilisation, dans les bidonvilles et ailleurs. « C'est dommage qu'on n'ait pas fait de manifestation devant le ministère de l'Égalité des chances, par exemple... »

Aujourd'hui encore, Anca et d'autres disent conserver un fond de peur en elles. « Je ne sors plus jamais seule, et je suis pas tranquille quand je croise un groupe de jeunes. » Il y a quelques jours, on lui a arraché son sac, sur l'esplanade de la Défense. Petit rire acide de Liliana. « Et c'est nous, les voleurs ? » ■



Ceija Stojka
Poursuivie dans la forêt d'Auschwitz
Autriche, 1994 - 65 x 50 cm
Collection Mucem
©Mucem/Marianne Kuhn

jusqu'aux collections du musée. « Plus de 900 objets, entrés souvent un peu par hasard, explique Julia Ferloni, dont il a fallu passer en revue toute l'indexation pour en éliminer les mentions discriminantes, dont nous n'avions pas conscience de prime abord. » Exit ainsi, dans des représentations picturales, les dénominations « Gitans au bord d'une route », « cible de tir forain représentant une gitane », etc.

Avec un ultime clin d'œil en miroir : par l'effet de la loi sur les inventaires, qui fige la désignation initiale des objets, les stigmates des anciennes indexations sont conservés, trace d'un antitsiganisme gadjé à valeur ethnographique... ■